

Motion

« Que faire pour que la mobilité douce se développe vraiment ? »

Le développement de la mobilité douce (MD) fait partie des intentions affichées dans le Plan directeur cantonal, les projets d'agglomération, le Plan de mesures OPair et dans de nombreux documents traitant de l'aménagement du territoire.

Pourtant, la MD et particulièrement l'usage du vélo - transport peine à se développer dans le Canton. La simple comparaison entre les espaces de stationnement des vélos de nos gares et ceux de cantons voisins (Genève ou Berne) suffit pour s'en convaincre. Les habitudes de transport et la topographie jouent certes un rôle mais également le manque d'infrastructures. Les besoins principaux se trouvent à l'intérieur des localités, où les distances sont réduites et où les avantages de la MD sont les plus évidents. De meilleurs passages pour les cyclistes et piétons dans les centres (centres : au sens du Plan directeur) contribuent par ailleurs à donner une meilleure cohérence au réseau cantonal.

Pour l'utilisateur individuel d'une part: transport porte-à-porte ; prévisibilité du temps de parcours, peu affecté par les bouchons routiers, donc ponctualité ; possibilité de s'arrêter à tout instant pour discuter avec une connaissance, répondre à une demande de renseignement ou acheter une bricole ; plaisir du mouvement ; prévention de l'embonpoint ; coût réduit, etc. Pour la collectivité d'autre part : économies d'énergie, absence d'émissions nocives et de bruit, emprise au sol réduite, bénéfique au niveau de la santé publique, notamment dans la prévention des maladies cardio-vasculaires.

C'est bien dans les localités que le potentiel de substitution du transport individuel motorisé (TIM) par la MD est le plus grand. Avec l'avantage supplémentaire de laisser plus de place aux transports utilitaires et aux TIM qui n'ont pas d'autre alternative.

Enfin, les piétons et cyclistes sont, bien plus que les usagers des TIM, orientés vers les commerces, l'offre culturelle et offre de services de proximité, indispensables au maintien de l'attractivité des villes et villages.

Les infrastructures nécessaires pour rendre la MD réellement attractive et en réduire les risques sont relativement bon marché par rapport aux infrastructures destinées aux TIM. En fait, il convient plutôt de parler de surcoût puisque, dans la plupart des cas, la MD utilise les mêmes infrastructures qu'il s'agit d'adapter. Malgré ces surcoûts relativement modestes par rapport aux coûts de l'infrastructure « de base », la plupart des communes, par manque de moyens financiers, peinent à favoriser concrètement la MD. A cela s'ajoute le fait que le vélo, en particulier, est vu par bien des édiles comme un moyen de transport mineur, indigne de considération sociale et ne justifiant par conséquent pas de dépenses supplémentaires.

Actuellement, il n'existe pas de base légale permettant au Canton de soutenir financièrement les efforts des communes en faveur de la MD. De plus, le fait que les routes cantonales deviennent communales à l'intérieur des localités prive le Canton de la possibilité d'y réaliser des aménagements pour la MD. Rappelons que dans le cas des projets d'agglomération, les mesures en faveur de la MD sont un préalable indispensable à l'obtention de subventions fédérales.

Devant cette situation, nous prions le Conseil d'Etat de bien vouloir présenter une politique crédible, un projet de base légale ainsi que des moyens financiers associés, pour réellement développer la MD, essentiellement, à l'intérieur des localités, notamment par une aide financière aux communes.

Le 12 janvier 2010

Alexis Bally

Tinetta Maystre